

M. Mohamed BENNOUNA

(juge à dater du 6 février 2006; réélu à dater du 6 février 2015)

Né le 29 avril 1943 à Marrakech (Maroc).

Docteur en droit international, professeur de droit international. Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye. Membre de l'Institut de droit international. Membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye.

Juge à la Cour internationale de Justice (depuis 2006). Juge *ad hoc* à la Cour internationale de Justice dans l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)* (2002-2005). Ambassadeur, représentant permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies (2001-2006). Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (1998-2001). Directeur général de l'Institut du monde arabe, IMA, Paris (1991-1998). Ambassadeur, représentant permanent adjoint auprès des Nations Unies (1985-1989). Professeur puis doyen de la faculté de droit de Rabat, Maroc (1972-1984). Fondateur et premier directeur de la *Revue juridique, politique et économique du Maroc* (1976). Professeur visiteur dans différentes universités (Tunis, Alger, Nice, New York, Salonique, Paris).

Président de la Sixième Commission (affaires juridiques) lors de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Président du Groupe des 77 et de la Chine à l'Organisation des Nations Unies (2003). Membre de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (Comest) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) (2002-2006). Membre du Comité international de bioéthique (Unesco) (1992-1998) et du panel international sur la démocratie et le développement (Unesco) (1997-2002). Président d'un panel de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à Genève (1992-1995). Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (Genève) (1986-1998). Premier rapporteur spécial de la Commission du droit international sur la question de la protection diplomatique (1997-1998). Conseiller juridique de la délégation marocaine à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1974-1985). Membre de la délégation marocaine à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982).

Distinctions : commandeur de l'ordre du Trône (Maroc), prix national de la culture du Maroc, médaille de la culture du Yémen, chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur en France.

Ouvrages et cours : *Le consentement à l'ingérence militaire dans les conflits internes*, Paris, LGDJ, 1974 ; «Le droit international relatif aux matières premières», *Recueil des cours*, tome 177 (1982), p. 103-191 ; *Droit international du développement : tiers monde et interpellation du droit international*, Paris, Berger-Levrault, 1983 ; *La spécificité du Maghreb arabe : Actes du colloque organisé par la Fondation du Roi Abdul-Aziz les 6 et 7 décembre 1990*, Casablanca, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al-Saoud pour les études islamiques et les sciences humaines, 1992 ; «Les sanctions économiques des Nations Unies», *Recueil des cours*, tome 300, 2002, p. 9-77. «Prevention and International Law», *Collected Courses of the Xiamen Academy of International Law*, Vol. 4, 2011, Leyde, Boston, Martinus Nijhoff ; «Le droit international entre la lettre et l'esprit», *Recueil des cours*, tome 383, 2017, p. 9-231.

Articles et contributions : «Le Maghreb entre le mythe et la réalité», *Intégration*, 1974, n° 1 ; «Les fonds marins entre l'héritage commun et la querelle des héritiers», *Revue iranienne des relations internationales*, 1975, n° 5 ; «Le Sahara occidental devant la Cour internationale de Justice», *Revue juridique, politique et économique du Maroc (RJPEM)*, 1976, n° 1 ; «Le nouvel ordre économique international et la doctrine juridique», *RJPEM*, 1977, n° 2 ; «Le Maroc et le droit de la mer», *RJPEM*, 1979, n° 6 ; «Les droits d'exploitation des ressources minérales des océans», *Revue générale de droit international public (RGDIP)*, 1980, vol. 84, n° 1, p. 120-143 ; «L'admission d'un nouveau membre à l'Organisation de l'unité africaine», *Annuaire français de droit international (AFDI)*, 1980, vol. 26, n° 1, p. 193-198 ; «La limite extérieure du plateau continental» dans R.-J. Dupuy (dir. publ.), *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye, Boston, Martinus Nijhoff, 1982 ; «Réalité et imaginaire en droit international du développement», dans Centre National des Lettres (dir. publ.), *Mélanges offerts à Charles Chaumont : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : méthodes d'analyse du droit international*, Paris, Pedone, 1984. ; «Défi du développement et volontarisme normatif» dans M. Flory, J.-R. Henry et A. Mahiou (dir. publ.), *La formation des normes en droit international du développement : table ronde franco-maghrébine, Aix-en-Provence, 7 et 8 octobre 1982*, Paris, CNRS, 1984 ; «Le caractère pluridimensionnel du droit de la mer» dans R.-J. Dupuy et D. Vignes (dir. publ.), *Traité du nouveau droit de la mer*, Paris, Economica, 1985 ; «La zone économique exclusive marocaine» dans M. Amzazi et al. (dir. publ.), *Le Parlement et la pratique législative au Maroc*, Casablanca, Editions Toubkal, 1985 ; «L'Islam et les relations internationales» dans *Renouveau des études sur l'Islam et le monde arabe : actes du colloque organisé les 6 et 7 mars 1986*, Casablanca, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al-Saoud pour les études islamiques et les sciences humaines, 1987 ; «La délimitation des espaces maritimes en Méditerranée» dans *Le droit de la mer : mélanges à la mémoire de Jean Carroz*, Rome, Publications FAO, 1987 ; «La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant», *AFDI*, 1989, vol. 35, n° 1, p. 433-445 ; «La création d'une juridiction pénale internationale et la souveraineté des Etats», *AFDI*, 1990, vol. 36, n°1, p. 299-306 ; «Quelle sécurité pour quelle Méditerranée ?» dans H. El Malki (dir. publ.), *La Méditerranée en question, Conflits et interdépendances : Colloque du 7 au 9 décembre 1989*, Paris, CNRS, 1991 ; «International Law and Development» dans M. Bedjaoui (dir. publ.), *International Law: Achievements and Prospects*, Unesco, Paris, 1991, p. 619-631 ; «L'après-guerre froide et les nouveaux enjeux des relations internationales», dans *Les Nations Unies*, Rabat, Publications de l'Académie du Royaume du Maroc, 1991 ; «La dimension géopolitique du Maroc méditerranéen», dans Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée, *Le Maroc méditerranéen : la troisième dimension*, Casablanca, Editions Le Fennec, 1992 ; «L'obligation juridique dans le monde de l'après-guerre froide», *AFDI*, 1993, vol. 39, n° 1, p. 41-52 ; «Le règlement des différends peut-il limiter le

«droit» de se faire justice à soi-même ?», *European Journal of International Law (EJIL)*, 1994, vol. 5, n° 1, p. 61-64 ; «The United Nations, Guarantor of International Peace and Security» dans C. Tomuschat (dir. publ.), *The United Nations at Age Fifty: A Legal Perspective*, La Haye-Boston, Kluwer Law International, 1995 ; «La protection diplomatique, un droit de l'Etat ?» dans *Boutros Boutros-Ghali : amicorum discipulorumque liber : paix, développement, démocratie*, vol. 1, Bruxelles, Bruylant, 1998, p. 245-250 ; «Droit international et diversité culturelle» dans K. Koufa (dir. publ.), *International Law at the Turn of the Century*, Thessalonique, Sakkoulas Publications, 1998, p. 525-549 ; «L'embargo dans la pratique des Nations Unies – Radioscopie d'un moyen de pression» dans E. Yakpo et T. Boumedra (dir. publ.), *Liber Amicorum Mohammed Bedjaoui*, La Haye-Boston, Kluwer Law International, 1999, p. 555-583 ; «The Characterisation of the Armed Conflict in the Practice of the ICTY», dans R. May *et al.* (dir. publ.), *Essays on ICTY Procedure and Evidence in Honour of G. K. McDonald*, La Haye, Kluwer Law International, 2001, p. 55-64 ; «The Statute's Rules on Crimes and Existing or Developing International Law» dans A. Cassese, P. Gaeta et J. Jones (dir. publ.), *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary*, vol. 2, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; «Should the United Nations be Changed?», *Global Community Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 2004, vol. 4, n° 1, p. 3-9 ; «Les effectivités concurrentes dans le règlement des contentieux territoriaux» dans *Droit international et coopération internationale : Johannis-Andrae Touscoz amicorum discipulorumque opus : hommage à Jean-André Touscoz*, Nice, France, Europe Editions, 2007, p. 307-314 ; «Réflexions sur la régulation internationale du risque à propos du concept de prévention», dans *Mélanges en l'honneur d'Yves Jégouzo : Terres du droit*, Paris, Dalloz, 2009, p. 369-382 ; «La protection diplomatique : du standard minimum de traitement des étrangers aux droits de l'homme» dans A. Constantinides et N. Zaïkos (dir. publ.), *The diversity of international law, Essays in honour of Professor Kalliopi K. Koufa*, Leyde, Boston, Martinus Nijhoff, 2009 ; «La stabilité des frontières maritimes entre Etats», *L'évolution et l'état actuel du droit international de la mer : mélanges de droit de la mer offerts à D. Vignes*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 59-67 ; «Le formalisme juridique, pour quoi faire ?», dans *Le formalisme juridique dans le droit international du XXIe siècle, L'Observateur des Nations Unies*, 2011, vol. 30, n° 1 ; «Le rôle de la Cour internationale de Justice dans la protection de l'environnement» dans *International Conference on Global Environmental Governance: Rome - Ministry of Foreign Affairs, 20-21 mai 2010*, Rome, Istituto Superiore per la protezione e la ricerca ambientale (ISPRA), 2011, p. 283-288 ; «How to Cope With the Proliferation of International Courts and Coordinate Their Action» dans A. Cassese (dir. publ.), *Realizing Utopia: The Future of International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 287-294 ; «L'avis sur le Kosovo et la fonction consultative de la CIJ» dans K. Kherad (dir. publ.), *Les déclarations unilatérales d'indépendance*, Paris, Pedone, 2012 ; «The Corfu Channel Case and the Concept of Sovereignty», dans K. Bannelier, T. Christakis et S. Heathcote (dir. publ.), *The ICJ and the Evolution of International Law, The Enduring Impact of the Corfu Channel Case*, Londres, Routledge, 2012, p. 16-20 ; «La Cour pénale internationale», dans H. Ascenso, E. Decaux et A. Pellet (dir. publ.), *Le droit international pénal, 2e édition révisée*, Paris, Pedone, 2012, p. 809-824 ; «La Cour pénale internationale et les Etats» dans J. Fernandez et X. Pacreau (dir. publ.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale, commentaire article par article*, vol. 1, Paris, Pedone, 2012, p. 51-64 ; «Article 10» dans J. Fernandez et X. Pacreau (dir. publ.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale, commentaire article par article*, vol. 1, Paris, Pedone, 2012, p. 561-566 ; «De la reconnaissance d'un 'droit à la nationalité' en droit international», dans *Société française pour le droit international* (dir. publ.), *Droit international et nationalité : colloque de Poitiers*, Paris, Pedone, 2012, p. 119-125 ; «Le juge international et la mondialisation», dans *Société française pour le droit international* (dir. publ.), *L'Etat dans la mondialisation : colloque de Nancy*, Paris, Pedone, 2013, p. 539-545 ; «Commentaire sur Corten et Salinas» dans M. J. Aznar et M. E. Footer (dir. publ.), *Select Proceedings of European Society of International Law*, vol. 4, Oxford, Portland, Hart Publishing, 2012, p. 237-240 ; «The Advisory Function of the International Court of Justice in the Light of Recent Developments», dans M. Cherif Bassiouni *et al.* (dir. publ.), *Global Trends: Law, Policy & Justice: Essays in Honour of Professor Giuliana Ziccardi Capaldo*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 95-100 ; «La Cour internationale de Justice et son environnement politique», dans M. Kamga et M. M. Mbengue (dir. publ.), *Liber amicorum Raymond Ranjeva : l'Afrique et le droit international : variations sur l'organisation internationale*, Paris, Pedone, 2013, p. 429-433 ; «International Court of Justice: Bestriding Past and Present», dans G. Gaja et J. Grote Stoutenburg (dir. publ.), *Enhancing the Rule of Law through the International Court of Justice*, Leyde, Brill Nijhoff, 2014, p. 151-155 ; «La Cour internationale de Justice et les droits de l'homme» dans *Droit international et diversité culturelle, L'Observateur des Nations Unies*, 2014, vol. 37, n° 2 ; «Le développement et le contentieux général» dans *Société française pour le droit international* (dir. publ.), *Droit international et développement : Colloque de Lyon*, Paris, Pedone, 2015, p. 229-243 ; «Le Conseil de sécurité dispose-t-il d'une compétence générale pour prendre des décisions ?» dans *Etudes en l'honneur du Professeur Rafâa Ben Achour : Mouvances du Droit*, Tunis, Simpa Editions, tome II, 2015, p. 307-312 ; «A propos de 'La Cour internationale de Justice et le monde d'aujourd'hui' de Manfred Lachs (1975-II)», *Revue belge de droit international*, 2015, vol. 48, p. 89-92 ; «Immunités juridictionnelles et souveraineté des Etats» dans *Mélanges Patricia Buirette, Vers un nouvel ordre juridique : l'humanitaire*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, LGDJ-Lextenso, 2017, p. 209-211.
